



Après Arras, Attal lance une enquête sur la sécurité dans les établissements scolaires

(AFP) -

Gabriel Attal a réuni mardi les organisations syndicales sur la sécurisation des écoles, collèges et lycées, quatre jours après l'attentat d'Arras, et lancé une enquête auprès des chefs d'établissements et directeurs d'écoles sur ce sujet.

Au lendemain de l'hommage rendu dans les écoles de France à Dominique Bernard, professeur tué vendredi à Arras (Pas-de-Calais) par un ex-élève radicalisé, le ministre de l'Education nationale a réuni durant trois heures, rue de Grenelle, les syndicats enseignants sur la question de la sécurisation des établissements scolaires, ont indiqué ceux-ci à l'AFP.

"On a fait un constat partagé sur le fait qu'il y a une nécessité de mieux sécuriser les écoles et les établissements (...), mais qu'on ne peut pas transformer les établissements en prisons", a dit à l'AFP Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa.

Le ministre a aussi annoncé "le lancement d'une enquête flash auprès des directeurs d'écoles et chefs d'établissements sur l'état d'équipement des établissements en termes de sécurité", a indiqué Guislaine David, secrétaire générale de la FSU-SNUipp, principal syndicat du premier degré (maternelles et élémentaires).

Les chefs d'établissements ont ainsi reçu mardi après-midi un message, dont l'AFP a obtenu copie, leur donnant jusqu'au 20 octobre pour répondre à un questionnaire pour "dresser la situation précise des mesures de sécurité prises dans les écoles et établissements".

On leur demande notamment de cocher les équipements de sécurité dont ils disposent (clôture d'enceinte, caméras de vidéosurveillance, sas d'entrée sécurisé, etc.).

"On doit toujours être plus en sécurité dans une école qu'à l'extérieur d'une école" et "notre responsabilité, c'est d'être au rendez-vous de cette attente de sécurité", a affirmé M. Attal lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

Selon lui, "beaucoup a été fait ces dernières années, beaucoup reste encore à faire". "L'enjeu est d'avancer rapidement avec les collectivités territoriales", a-t-il souligné, avant de rencontrer mercredi maires, départements et régions sur ce sujet.

Gabriel Attal a indiqué lundi matin que 168 alertes à la bombe visant des établissements scolaires avaient été recensées depuis la rentrée.

En Alsace, trois établissements ont été évacués mardi après des courriels menaçants, un lycée à Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin, banlieue de Strasbourg) et un autre à Strasbourg, selon la police, et un collège-lycée à Ingersheim (Haut-Rhin), selon la gendarmerie.

Une enquête a, par ailleurs, été ouverte par le parquet de Limoges pour des menaces de morts proférées à l'encontre des enseignants d'un collège de Haute-Vienne.

Ailleurs, des enseignants ont fait valoir un droit de retrait, comme dans un lycée de Bagnolet ou un autre de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis).

asm-slb-dsa-kal/alu/tes

Afp le 17 oct. 23 à 18 51.